

tion, vu la guerre israélo-arabe. Mais le gouvernement fermait les yeux sur cette situation.

Il était bien facile, monsieur le président, de prévoir que les choses n'allaient pas pour le mieux dans ces pays. Vu que les États-Unis fournissent des armes à Israël, et que le Canada passe pour être un de ses complices, celui-ci aura à faire face à des difficultés d'approvisionnement en essence ou en autres produits pétroliers.

Ce bill nous amène à jeter un coup d'œil, non seulement sur la situation canadienne, mais aussi sur le monde tout entier. Peu de personnes peuvent prévoir l'issue de la crise pétrolière qui sévit actuellement dans le monde. Et les nouvelles contradictoires qui circulent à ce sujet viennent de plus en plus semer la confusion dans les esprits.

Dans de nombreux pays d'Europe occidentale, toute circulation d'automobiles est interdite le dimanche. C'est notamment la situation en République d'Allemagne fédérale, en Italie, en Suisse, aux Pays-Bas, en Belgique. La Grande-Bretagne, la Finlande, la Norvège et la Pologne ont annoncé de nouvelles mesures de conservation de l'énergie. Si l'on en croit les dernières nouvelles, monsieur le président, la France et la Grande-Bretagne échapperaient à une réduction supplémentaire de 5 p. 100 des approvisionnements d'hydrocarbures que les pays arabes doivent imposer ce mois-ci à tous les pays qui s'opposent à leur politique à l'égard du Proche-Orient.

Aux États-Unis, le président Nixon a annoncé de nouvelles mesures de restrictions et d'interdictions imposées aux postes de ravitaillement en essence, qui devront fermer leurs portes du samedi à 21 heures au dimanche à minuit. Les sociétés devront réduire de 15 p. 100 leurs livraisons de combustible liquide aux particuliers, de 25 p. 100 aux établissements commerciaux et de 10 p. 100 aux industries. Les approvisionnements en carburant pour les avions ont été réduits de 5 p. 100, et ils seront abaissés de 15 p. 100 à compter du mois prochain.

Monsieur le président, nous voyons là que nous sommes aux prises avec de grandes difficultés, et qu'il est grandement temps pour nous, les Canadiens, de prendre les moyens nécessaires, pour autant que ce soit physiquement possible et réalisable, d'effectuer le prolongement de l'oléoduc et d'assurer le développement de nos ressources naturelles, dont nos ressources pétrolières. L'Alberta suffit à peine à répondre aux besoins du Québec.

On a rappelé que nous importons environ 25 p. 100 de notre pétrole des pays du Proche-Orient. De plus, il est à remarquer que la presque totalité de nos approvisionnements est acheminée par l'oléoduc qui relie Portland à Montréal. Il est possible que l'Arabie Saoudite et l'Abu-Dhabi aient l'intention de cesser d'acheminer leur pétrole destiné aux raffineries montréalaises par l'oléoduc de Portland.

Étant donné la réduction de 25 p. 100 de la production arabe, il est possible que cela se traduise par une baisse de 20 p. 100 de tout l'approvisionnement mondial. L'Est du Canada pourrait alors subir les effets directs d'une telle réduction, mais aussi d'une pénurie mondiale.

Tout en affirmant, monsieur le président, que le volume des tâches se compare à celui des années passées, il nous faut prévoir une pénurie possible pour l'an prochain. Devant une détérioration possible de la situation au Québec, nous avons le devoir de prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer les services essentiels et favoriser la restriction volontaire des consommateurs.

Approvisionnements d'énergie—Loi

Au sujet du prolongement de l'oléoduc de Sarnia à Montréal, aucune décision ne saurait être prise avant que d'autres rencontres aient lieu entre le gouvernement fédéral et celui du Québec.

Quant à moi, monsieur le président, je déplore le fait que le Québec n'ait pas vu plus loin que le bout de son nez et qu'il ait empêché le prolongement de l'oléoduc de Sarnia à Montréal, afin de favoriser la construction d'un port en eau profonde en vue d'importer du pétrole des pays étrangers, au lieu d'encourager les sociétés pétrolières du Canada.

Monsieur le président, je blâme la politique «d'enfants d'école» du Québec. Si nous sommes privés de pétrole au Québec, et si nous sommes pris «les pantalons baissés», c'est sa faute. Le gouvernement du Québec s'est acharné à insister que le gouvernement fédéral construise un port en eau profonde pour recevoir du pétrole des pays étrangers, alors qu'il aurait été préférable de continuer la construction de ce pipe-line jusqu'à Montréal.

Aujourd'hui, nous disons que c'est la faute du Québec si la ligne Borden existe. On aurait pu doter le Québec d'un service canadien qui aurait été en mesure de fournir tout le pétrole nécessaire pour satisfaire aux besoins des provinces de l'Est. Pour développer nos ressources et pour vendre notre pétrole à des prix raisonnables, il était temps de prendre les mesures nécessaires et pourvoir au financement de ce projet avec des capitaux canadiens et à des taux d'intérêt peu élevés, puisqu'il s'agit de servir le bien commun.

Nous croyons aussi, monsieur le président, que le gouvernement devrait émettre les permis d'exploitation qu'il accorde aux sociétés exploitant les ressources canadiennes, afin de garder certains contrôles en vue de répondre à n'importe quelle situation. Cependant, nous déplorons que ce projet de loi se limite à créer un mécanisme, sans préciser de cadres politiques et économiques, sans créer un organisme de financement, puisque dans ces grands projets, la «danse des millions» sera mise en branle, ce qui augmentera le prix de l'argent ainsi que les coûts de construction et de production. Dans tous leurs discours, aucun député n'a fait allusion à la finance. Pourtant, monsieur le président, c'est ce qu'il y a de plus important. C'est le premier secteur au sujet duquel nous devrions prendre des dispositions pour financer à bon compte de pareils ou d'aussi gigantesques projets.

● (1430)

Ce n'est pas le blocage des prix, monsieur le président, qui est le plus important, mais le blocage des taux d'intérêt. Les taux d'intérêt sont exorbitants, et présentement, si nous réalisons ces grands projets, nous paierons des taux d'intérêt exorbitants qui augmenteront le coût de la construction, et également le coût de la vie de tous les citoyens.

Le très honorable premier ministre (M. Trudeau) disait hier qu'il avait des mesures à proposer pour parer à cela. Étant donné que les allocations familiales et les pensions de sécurité de la vieillesse sont indexées sur l'augmentation du coût de la vie, celui-ci continuera donc à augmenter d'une façon sans précédent. Si l'on augmente encore le coût de la vie, monsieur le président, comment vivront les Canadiens? Comment les Canadiens pourront-ils payer toutes les taxes, tous les impôts, tous l'intérêt exorbitant sur l'argent? Comment pourrions-nous «sortir du trou», si nous nous engageons à bâtir ce qui doit être bâti dans notre pays, de même qu'à assurer tous les développements urgents qui s'imposent dans notre pays? Nous devrions